

Arrestation de journalistes et d'opposants en Birmanie

Reuters – 30 octobre 2009

RANGOUN - Une cinquantaine de personnes, dont des journalistes, des militants politiques et des étudiants, ont été arrêtées à Rangoun lors d'opérations menées par la junte birmane au cours du mois d'octobre, rapporte une association de défense des droits de l'homme en Thaïlande.

Ces interpellations ont concerné dix journalistes ainsi qu'un certain nombre d'opposants, a dit Bo Kyi, co-fondateur de l'Association pour l'assistance aux prisonniers politiques qui rassemblent d'anciens détenus.

"Nous ne savons pas précisément combien ont été arrêtés. Aucune explication n'a été fournie à leurs familles", a ajouté Bo Kyi.

Selon des témoins, ces arrestations ont coïncidé avec un renforcement des mesures de sécurité à Rangoun au cours des derniers jours.

La présence policière s'est accrue dans les rues de la capitale, avec une multiplication des barrages routiers et des fouilles de véhicules ainsi qu'une sécurité renforcée dans les monastères bouddhistes.

Au moins sept personnes, dont deux journalistes, ont été appréhendées à leur domicile mardi vers minuit par des policiers et des membres des services de renseignement, ont dit des proches.

Parmi elles, se trouvaient Thant Zin Soe, directeur d'un hebdomadaire local, et Paing Soe Do, un journaliste pigiste. Les cinq autres étaient des étudiants à l'université de Rangoun.

Tous appartenaient au "*Linlat Kye*", une association qui aide les survivants de l'ouragan Nargis qui avait tué près de 140.000 personnes l'an passé.

"Nous ne savons pas pourquoi ils ont été arrêtés, ni quelle est leur situation actuelle", a dit une source s'exprimant sous couvert de l'anonymat pour éviter des représailles.

Des élections doivent avoir lieu en Birmanie l'an prochain, septième et dernière étape de "*la feuille de route vers la démocratie*" établie par la junte.

Birmanie: une vie de journaliste

Blog l'Express - 29 octobre 2009

Par Dominique Lagarde

Win Tin a passé près de vingt ans de sa vie en prison, ce qui ne l'a pas empêché, après sa libération en septembre 2008, de renouer aussitôt avec le combat politique.

Le livre qu'il publie aux éditions Michel Lafon (1) avec la collaboration de Sophie Malibeaux, grand reporter à Radio France Internationale, retrace, à travers son itinéraire personnel, l'histoire de la Birmanie, de la lutte pour l'indépendance, obtenue en 1948, à la chape de plomb imposée par la junte, en passant par la lutte pour la démocratie, autour d'Aung San Suu Kyi.

Journaliste, Win Tin a collaboré à plusieurs titres dans les années 1960 et 1970, exerçant son métier avec passion, déjouant les censeurs, de plus en plus implacables. Sa seule cause était alors celle de la liberté d'expression et du pluralisme des idées.

Son engagement en politique remonte à 1988. Cette année là, Aung San Suu Kyi, de retour au pays, fait de lui son conseiller. Il sera ensuite l'un des membres fondateurs de la Ligue nationale pour la démocratie, le parti de la « Dame de Rangoon ».

Des convictions qui le conduisent, un an plus tard, dans une cellule du pénitencier d'Insein. Une partie du livre est consacrée à ses années de prison où, écrit-il, "les jours se suivent et se ressemblent" avec "les mêmes corvées" et, chaque nuit, "les mêmes cauchemars".

(1) Win Tin, une vie de dissident

[L'ONU redemande la libération d'Aung San Suu Kyi](#)

Toulouse 7 - 26 octobre 2009

Un expert indépendant auprès des Nations Unis a appelé le gouvernement du Myanmar/Birmanie à relâcher tous ses prisonniers politiques avant la date prévue des élections nationales en 2010, pour ainsi garantir un scrutin inclusif.

« J'ai dit au gouvernement que ces élections devraient être honnêtes et transparentes, que la liberté d'expression, de mouvement et d'association devrait être garanti et que tous les prisonniers de conscience devraient être relâchés avant l'élection », a dit Tomás Ojea Quintana, le rapporteur spécial sur les droits de l'homme au Myanmar, lors d'une conférence de presse à New York jeudi.

Dans son plus récent rapport, M. Quintana estime que la détention prolongée de la figure de l'opposition, Aung San Suu Kyi, démontre que le gouvernement ne respectera pas son engagement concernant la tenue d'élections inclusives.

L'année dernière, M. Quintana a demandé la mise en oeuvre de quatre initiatives en faveur des droits de l'homme avant les élections 2010

Il a exhorté le gouvernement à revoir ses lois internes qui limitent les droits fondamentaux de la personne, à relâcher progressivement les 2.000 prisonniers de conscience toujours en détention, à réformer et entraîner ses forces armées pour qu'elles respectent les droits de l'homme, et à rendre le pouvoir judiciaire indépendant.

Selon M. Quintana, la situation des droits de l'homme au Myanmar est « alarmante », avec des « violations systématiques et répandues » qui demeurent impunies.

« J'incite le gouvernement à prendre rapidement des mesures pour instaurer un système de responsabilité concernant ces violations systématiques des droits de l'homme », a-t-il ajouté.

Le rapporteur spécial s'est rendu à deux reprises au Myanmar depuis le début de son mandat de rapporteur en mai 2008. Les rapporteurs spéciaux de l'ONU sont des experts indépendants non rémunérés qui présente leurs rapports au Conseil des droits de l'homme à Genève.

[La dissidente birmane Ang San Suu Kyi a atteint 14 ans de detention](#)

Romandie News – 24 octobre 2009

La dissidente birmane Ang San Suu Kyi, prix Nobel de la paix, a atteint 14 ans de détention. Les Nations Unies sont appelées à redoubler d'efforts pour obtenir la libération de l'opposante et des prisonniers politiques détenus par la junte.

"Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, doit mobiliser la communauté internationale" pour oeuvrer dans ce sens, a lancé le directeur de Burma Campaign UK dans un communiqué.

Aung San Suu Kyi a été arrêtée pour la première fois en 1989 par la junte militaire au pouvoir au Myanmar. L'année suivante, sa formation politique, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), remporte largement les élections que la dictature militaire accepte d'organiser sous la pression populaire. Le scrutin est refusé et Aung San Suu Kyi est régulièrement arrêtée et mise en résidence surveillée.

En août dernier, une énième prolongation de sa détention est décidée après que la Nobel de la paix a été condamnée à dix-huit mois supplémentaires d'assignation à résidence. L'opposante est accusée d'avoir illégalement hébergé un citoyen Américain entré dans son domicile.

Cette nouvelle condamnation empêchera de fait Aung San Suu Kyi de participer aux prochaines élections concédées par les généraux birmans et qui doivent avoir lieu en 2010.

[La Birmanie "optimiste" sur Suu Kyi](#)

AFP - 25 octobre 2009

La junte birmane a exprimé son optimisme à l'égard du rôle que l'opposante Aung San Suu Kyi pourrait jouer en Birmanie à l'avenir, a déclaré ce matin le Premier ministre thaïlandais Abhisit Vejjajiva.

Le chef du gouvernement de la junte, Thein Sein, "est optimiste sur le fait qu'elle puisse elle aussi contribuer au processus de réconciliation nationale", a déclaré Abhisit aux journalistes en marge d'un sommet asiatique organisé ce week-end dans le sud de la Thaïlande.

Mme Suu Kyi purge actuellement une peine de 18 mois supplémentaires d'assignation à résidence qui lui avait été infligée en août dernier et qui a été confirmée en appel au début du mois. Elle a été privée de liberté pendant 14 des 20 dernières années.

Mais l'opposante a pu rencontrer à deux reprises ce mois-ci le ministre et officier de liaison de la junte, Aung Kyi, avant de s'entretenir avec des diplomates étrangers sur les sanctions occidentales qui pèsent contre la Birmanie.

Birmanie: une mission diplomatique américaine pour faire avancer le dialogue

AFP – 23 octobre 2009

Rangoun — Le dialogue entrepris entre les Etats-Unis et la junte birmane va entrer dans une phase concrète avec la prochaine visite à Rangoun d'une mission diplomatique américaine, premier acte d'un processus dont les Américains craignent qu'il soit "lent et douloureux".

Kurt Campbell, secrétaire d'Etat adjoint pour l'Asie de l'Est, a indiqué mercredi à une commission parlementaire l'organisation d'une mission en Birmanie dans les prochaines semaines. Un responsable birman a pour sa part affirmé qu'elle aurait lieu dès la semaine prochaine.

Cette annonce intervient après les premiers entretiens bilatéraux de haut niveau depuis plus de dix ans, en septembre, fruits de la volonté de Washington d'ajouter aux sanctions contre la junte un dialogue politique.

Depuis quelques mois, l'administration Obama a réorienté sa stratégie avec certains pays, dont l'Iran, le Soudan et la Birmanie, estimant que les seules pressions ne suffisaient pas à faire fléchir les régimes en place.

Kurt Campbell a admis mercredi que le processus, dont l'objectif est de pousser pour d'authentiques réformes démocratiques en Birmanie avant les élections promises en 2010 par la junte, ne serait ni simple ni rectiligne.

"Nous pensons que le dialogue avec la Birmanie sera long, lent, douloureux et qu'il avancera pas à pas", a-t-il admis.

Il n'a pas précisé le niveau de la délégation envoyée mais un responsable américain sous couvert de l'anonymat a affirmé que M. Campbell espérait s'y rendre en personne, si la junte accepte de le laisser rencontrer l'opposition.

"Nous ne jugerons pas le succès de nos efforts (...) sur la base d'une poignée de rencontres", a-t-il insisté en réclamant des actes concrets de la part de militaires décrits comme "une groupe d'hommes qui se sont isolés tous seuls".

"Le pays que nous connaissons le plus mal (...), encore plus mal que la Corée du Nord, c'est la Birmanie", a-t-il ajouté.

La junte de Naypyidaw a donné depuis début octobre quelques signes d'une volonté de dialogue.

Alors qu'a été confirmée le 2 octobre sa condamnation à 18 mois supplémentaires d'assignation à résidence, l'opposante Aung San Suu Kyi a rencontré par deux fois Aung Kyi, ministre du Travail et officier de liaison du régime, alors qu'ils ne s'adressaient plus la parole depuis janvier 2008.

Elle a ensuite débattu des sanctions occidentales avec des diplomates étrangers après en avoir fait la demande dans une lettre au généralissime Than Shwe, homme fort de la junte.

Jeudi, son parti, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), a salué la visite américaine. "Ils rencontreront aussi la LND", a assuré son porte-parole, Nyan Win, qui a émis l'espoir qu'Aung San Suu Kyi "rencontre M. Campbell".

Mme Suu Kyi a elle-même modifié sa position sur les sanctions, qu'elle a longtemps soutenu, avant de juger qu'elles pesaient moins sur les militaires qui la maintiennent en détention depuis 20 ans que sur le peuple birman.

La nouvelle approche du gouvernement américain reste cependant sous haute surveillance, notamment à Washington.

"Il est tout à fait possible que le régime militaire essaye d'utiliser ce dialogue pour gagner du temps et procéder à un simulacre d'élection l'an prochain", a relevé le député démocrate Joseph Crowley, un des plus ardents défenseurs de Mme Suu Kyi au Congrès.

La conservatrice Dana Rohrabacher, pour sa part, a condamné l'ouverture vers "un régime de gangsters vicieux, l'un des plus méprisables de la planète".

[Crise économique et droits de l'homme au menu du sommet de l'Asean](#)

AFP – 23 octobre 2009

HUA HIN, Thaïlande — Un sommet des nations du sud-est asiatique s'est ouvert vendredi à Hua Hin, dans le sud de la Thaïlande, avec pour objectif de consolider la reprise économique et d'avancer vers la création d'une vaste zone de libre-échange.

Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Association des pays du sud-est asiatique (Asean) entendent notamment s'attaquer aux barrières commerciales et financières qui entravent les politiques de relance.

L'Asean, réputée pour sa faiblesse politique depuis sa création en 1967, devait aussi mettre en place vendredi une Commission inter-gouvernementale des droits de l'Homme (AICHR), censée répondre aux critiques sur son inaction dans ce domaine.

Le bloc régional, qui compte parmi ses membres un régime de quasi parti unique (Singapour), une monarchie absolue (Brunei), deux Etats communistes (Laos, Vietnam) et une dictature militaire (Birmanie) est notamment critiqué pour son incapacité à provoquer des réformes en Birmanie.

"Les principes consacrés dans la Charte de l'Asean, en particulier le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, doivent être traduits en actes concrets", a déclaré le Premier ministre thaïlandais Abhisit Vejjajiva aux dirigeants de la région.

Le premier couac est pourtant intervenu dès avant la création officielle de la Commission, avec l'expulsion de cinq des dix représentants de la société civile qui devaient s'entretenir avec les dirigeants.

Samedi, les dix de l'Asean (Birmanie, Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Vietnam) seront rejoints par leurs partenaires de Chine, du Japon, de Corée du Sud, d'Inde, de Nouvelle-Zélande et d'Australie.

[Un rapport de l'ONU tance la Birmanie et la Corée du Nord](#)

Reuters/ Le Nouvel Observateur – 23 octobre 2009

Nations Unies - La Birmanie est le théâtre de violations des droits de l'homme alarmantes, les Nord-Coréens connaissent la famine et une peur constante, tandis que les Palestiniens de Gaza manquent de produits de première nécessité, ont souligné jeudi des émissaires de l'Onu.

Des rapporteurs spéciaux du Conseil des droits de l'homme de l'Onu ont exposé la situation dans chacun de ces pays lors d'une réunion des 192 Etats membres de l'organisation internationale.

Si Tomas Ojea Quinatana a pu se rendre deux fois en Birmanie, la Corée du Nord communiste a refoulé l'émissaire Vitit Muntarbhorn et Israël a empêché leur collègue Richard Falk d'entrer en territoire palestinien.

"La situation sur le plan des droits de l'homme en Birmanie reste alarmante. On y observe un type de violations largement répandues et systématiques qui, dans beaucoup de zones de conflit, entraînent de graves atteintes aux droits et à l'intégrité des civils", a dit Quintana.

"L'impunité qui prévaut permet aux violations de continuer."

Il a aussi déploré que la junte birmane maintienne l'opposante Aung San Suu Kyi en résidence surveillée.

Le représentant de la Birmanie auprès de l'Onu, Thaung Tun, a jugé le rapport de Quintana partial, assurant que des insurgés et des groupes antigouvernementaux avaient eu droit à une "oreille attentive" et que toutes les allégations formulées devaient "être prises avec des pincettes".

Il a ajouté que des mesures étaient prises pour organiser en 2010 des élections qui seraient "libres et équitables".

"RÉPRESSION OMNIPRÉSENTE"

Au sujet de la Corée du Nord, l'émissaire Vitit Muntarbhorn a fait état d'une situation désespérée en matière d'aide alimentaire, la seule assistance venant du Programme alimentaire mondial qui touche un tiers environ des habitants dans le besoin. La torture est pratiquée à grande échelle, ajoute-t-il en qualifiant les prisons de purgatoires.

"Les libertés associées aux droits de l'homme et à la démocratie, par exemple celle de choisir un gouvernement, la liberté d'association ou d'expression (...), la liberté de culte, sont bafouées chaque jour par la nature et les pratiques du régime en place", a-t-il dit.

"Du fait de la répression omniprésente qu'imposent les autorités, les habitants vivent dans une peur incessante et sont incités à fournir des renseignements les uns sur les autres. L'Etat soumet ses habitants à une surveillance considérable."

Un représentant de Pyongyang à l'Onu a repoussé ces critiques en affirmant que son pays était "pris pour cible à de sinistres fins politiques".

Le compte rendu de Falk sur les territoires palestiniens porte avant tout sur les inquiétudes liées à la guerre de décembre-janvier entre Israël et le Hamas dans la bande de Gaza, à la construction par Israël d'une barrière terrestre et aux implantations juives en Cisjordanie.

En conséquence du blocus israélien imposé à la bande de Gaza, "les produits de première nécessité qui parviennent à la population (sont) insuffisants", a-t-il souligné.

Falk a aussi dénoncé une "absence de coopération" de la part d'Israël en conséquence de laquelle il n'a pas pu visiter les territoires palestiniens. Israël n'a pas répondu aux propos de Falk durant la réunion.

Michelle Nichols, version française Philippe Bas-Rabérin

[La junte birmane autorise les téléphones portables dans la capitale](#)

Libération – 22 Octobre 2009

Les militaires birmans en poste à Naypyidaw, la capitale du pays depuis 2005, vont pouvoir troquer leurs talkies-walkies pour des téléphones portables dont l'usage était jusqu'à présent interdit pour des raisons de sécurité.

La junte vient d'autoriser la mise en place du premier réseau de téléphonie mobile dans cette ville nouvelle aux avenues désertiques et à l'activité embryonnaire, construite de toutes pièces à environ 400 kilomètres au nord de Rangoun dans une région montagneuse et boisée.

"Nous voulons des équipements de base pour la capitale. C'est pourquoi la technologie CDMA a été autorisée", a justifié jeudi un responsable birman.

La junte a toutefois largement limité cette mesure en fixant le droit d'entrée à 1.550.000 kyats (environ 1.500 dollars) dans un des pays les plus pauvres de la région.

"Les téléphones portables ont été autorisés depuis le 9 octobre autour de Naypyidaw. Les communications sont meilleures maintenant", a confirmé à l'AFP l'employé d'un hôtel joint par téléphone depuis Rangoun.

L'homme fort de Birmanie, le généralissime Than Shwe, avait délaissé Rangoun et fait bâtir en secret cette nouvelle capitale pendant trois ans, officiellement pour jouir d'une position plus centrale dans le pays.

Les analystes avaient pour leur part évoqué une peur paranoïaque du régime, qui craint constamment d'être renversé et prend ses décisions politiques sous influence de l'astrologie.

Depuis, les militaires et hauts fonctionnaires utilisaient des talkies-walkies pour communiquer. Un deuxième réseau devrait être autorisé dans les prochains mois, selon un responsable birman à Rangoun.

(Source AFP)

[Le premier ministre birman présent à un sommet asiatique](#)

AFP – 19 Octobre 2009

Rangoun - Le premier ministre birman, le général Thein Sein, participera en fin de semaine en Thaïlande à un sommet qui réunira 16 pays asiatiques, a-t-on appris lundi de sources officielles, alors que la junte a fait preuve ces dernières semaines d'une certaine ouverture.

Thein Sein retrouvera les neuf membres de l'Association des nations d'Asie du sud-est (Asean), qui tiendront un sommet avec leurs six partenaires régionaux (Chine, Japon, Corée du Sud, Inde, Australie, Nouvelle-Zélande).

«Le général Thein Sein participera au sommet de l'Asean», a indiqué un haut responsable birman sous couvert de l'anonymat, sans autre commentaire.

La junte semble actuellement renouer avec la diplomatie, poussée en ce sens par Washington qui a décidé d'ajoinde aux sanctions contre Naypyidaw une discussion avec les militaires.

Fin septembre, le premier ministre était devenu le plus haut responsable birman à se rendre à l'Assemblée générale des Nations unies depuis 14 ans.

Et ce mois-ci, l'opposante birmane Aung San Suu Kyi, assignée à résidence, a pu rencontrer deux fois le ministre et officier de liaison de la junte, Aung Kyi, avant de s'entretenir des sanctions avec des diplomates étrangers en poste à Rangoun.

L'Asean (Thaïlande, Malaisie, Singapour, Indonésie, Philippines, Brunei, Vietnam, Laos, Cambodge et Birmanie) est souvent sollicitée par les pays occidentaux pour faire pression sur la junte.

Le bloc régional se contente en général de réclamer timidement des réformes politiques aux militaires, tout en respectant son principe cardinal de non-ingérence dans les affaires intérieures des pays membres.

[Birmanie: Aung San Suu Kyi optimiste après des entretiens avec la junte](#)

The Associated Press (Canadian Press CP) – 17 Octobre 2009

RANGOUN — La chef de l'opposition birmane Aung San Suu Kyi a exprimé son optimisme vendredi après de récents entretiens avec un responsable de la junte, espérant une poursuite du dialogue avec le pouvoir, a annoncé son avocat.

La lauréate du prix Nobel de la paix s'est entretenue deux fois ce mois-ci avec le ministre chargé des relations avec elle, Aung Kyi, dans une résidence du gouvernement à Rangoon. Ce dialogue faisait suite à une lettre envoyée par Mme Suu Kyi au chef de la junte, le général Than Shwe, en septembre, où elle se disait prête à coopérer avec le régime pour obtenir la levée des sanctions internationales contre le pays.

Mme Suu Kyi et le ministre de la junte "n'ont pas encore discuté des sanctions à ce stade. Ils discutent des mesures qui doivent être prises en lien avec" sa lettre, a précisé vendredi l'avocat de Mme Suu Kyi, Nyan Win, après une réunion avec sa cliente, toujours assignée à résidence. Elle s'est montrée "optimiste" à propos de ses entretiens avec Aung Kyi, et espère "qu'il y en aura d'autres", a-t-il ajouté.

Nyan Win a également émis l'espoir que la junte répondrait favorablement à la deuxième demande de la lettre d'Aung San Suu Kyi, à savoir une rencontre avec les membres de la Ligue nationale pour la démocratie, le parti de la "Dame" de Rangoun.

Mme Suu Kyi a passé 14 des 20 dernières années privée de liberté, et a été condamnée en août à 18 mois supplémentaires d'assignation à résidence. Cette peine signifie qu'elle ne pourra pas participer aux élections organisées par la junte l'an prochain, les premières en Birmanie depuis deux décennies.

Le parti de Mme Suu Kyi avait remporté les dernières élections organisées en Birmanie en 1990, mais les militaires, au pouvoir depuis 1962, avaient refusé de respecter le verdict des urnes.

Birmanie: Aung San Suu Kyi de retour sur la scène politique

AFP – 11 Octobre 2009

De Didier LAURAS (AFP)

BANGKOK — Maintenu en détention par la junte birmane, Aung San Suu Kyi a initié en une semaine un double dialogue avec les militaires et les pays occidentaux, retrouvant un rôle politique qu'elle avait ces derniers mois complètement perdu.

Alors qu'a été confirmée le 2 octobre sa condamnation à 18 mois supplémentaires d'assignation à résidence, la figure de proue de l'opposition semble être redevenue un interlocuteur à Rangoun après une semaine vertigineuse, au regard de l'immobilisme des derniers mois.

"Elle est politiquement active. Elle a un rôle à jouer en Birmanie", résume Win Min, militant pro-démocratie et chercheur à l'université de Chiang Maï, en Thaïlande.

Mme Suu Kyi a rencontré Aung Kyi, ministre du Travail et officier de liaison du régime, à deux reprises alors qu'ils ne s'adressaient plus la parole depuis janvier 2008. Elle a ensuite débattu des sanctions occidentales avec des diplomates américain, australien et européen.

"Elle était très impliquée, très intéressée à aller dans le détail de tout ce qu'elle voulait aborder, et elle a fait preuve comme toujours de beaucoup d'éloquence", a relevé sur la BBC Andrew Heyn, ambassadeur de Grande-Bretagne, qui représentait l'UE lors de l'entretien.

L'opposante avait proposé fin septembre, dans une lettre au généralissime Than Shwe, d'intervenir auprès des Occidentaux pour aider à lever les sanctions contre la Birmanie. Contre toute attente, l'homme fort de Naypyidaw a accepté.

"Elle voudrait jouer un rôle majeur dans les relations entre la junte et les Etats-Unis. (Les militaires) pourraient être prêts à le permettre jusqu'à un certain point," estime Derek Tonkin, ancien diplomate britannique.

Les militaires ont promis des élections en 2010, les premières depuis celles de 1990 que la Ligue nationale pour la démocratie (LND) de Mme Suu Kyi avait remportées. La plupart des observateurs ont jusqu'à présent considéré qu'elles ne seraient qu'un simulacre.

Mais Than Shwe, estiment-ils, veut sans doute utiliser l'opposante, qu'il déteste, pour redorer un peu son image.

"Than Shwe est le seul qui prenne toutes ces décisions", estime Win Min, évoquant à la fois le maintien en détention de Suu Kyi et sa relative liberté de mouvement. "Il veut de la légitimité pour les élections. Une façon d'en obtenir est de donner (à Suu Kyi) un peu de liberté".

L'opposante a en tout cas repris du service dans une atmosphère modifiée par la récente décision américaine de discuter avec la junte. Et Nyan Win, porte-parole de la LND, affirme qu'elle peut jouer un rôle croissant.

"Sa rencontre avec les diplomates constitue le commencement de son rôle politique, car les sanctions elles-mêmes sont affaire de politique", a-t-il expliqué à l'AFP. "Aung San Suu Kyi a le droit de faire de la politique. Cela n'est pas lié au fait qu'elle soit ou non assignée à résidence".

La prudence reste évidemment de mise, vis-à-vis d'un régime qui a déjà donné dans le passé des gages de bonne volonté avant de refermer violemment les portes du dialogue.

Un signe fondamental de progression serait une rencontre entre Aung San Suu Kyi et Than Shwe, qui ne se sont pas rencontrés depuis plusieurs années.

Mais Derek Tonkin estime que la "Dame" de Rangoun devra d'abord consulter les autres cadres de la LND et rencontrer au moins encore une fois le ministre Aung Kyi.

Il se félicite en tout cas que les deux camps se parlent enfin. "Nous ne savons pas comment cette conversation va aboutir. Mais elle a lieu. Et il faut regarder dans quelle direction elle va évoluer".

[La Birmanie finalement représentée au sommet Obama/dirigeants asiatiques](#)

AFP – Le Monde – 9 Octobre 2009

Un responsable birman de haut niveau, sans doute le Premier ministre, participera au sommet entre le président américain Barack Obama et les dirigeants asiatiques en novembre, ont indiqué jeudi des responsables américains, après des déclarations suggérant le contraire.

La Maison Blanche avait laissé entendre plus tôt que la Birmanie, une des bêtes noires des Etats-Unis en Asie, ne serait pas représentée lors de ce sommet prévu à Singapour.

"Je ne pense pas qu'ils seront là", avait dit le porte-parole de M. Obama, Robert Gibbs, interrogé sur l'éventualité de contacts entre le président et les dirigeants de la junte birmane.

Un responsable américain a indiqué dans la soirée sous le couvert de l'anonymat que le Premier ministre birman, le général Thein Sein pourrait participer aux discussions.

"Le chef de l'Etat birman Than Shwe ne devrait pas participer (au sommet) mais la présence d'un dirigeant de moins haut niveau est attendue, sans doute le Premier ministre", a dit le responsable.

"Le président (Obama) et les dirigeants de l'Association des pays du sud-est asiatique (Asean) discuteront lors de la rencontre. Il n'y aura pas de réunions bilatérales", a-t-il ajouté.

M. Obama verra les dirigeants des dix pays membres de l'Asean à l'occasion du sommet annuel réunissant les dirigeants des 21 pays membres du forum de coopération économique Asie-Pacifique (Apec).

Sept des 10 pays membres de l'Asean font aussi partie de l'Apec.

[Aung San Suu Kyi rencontre des diplomates occidentaux à Rangoun](#)

Reuters – L'Express – 9 Octobre 2009

RANGOUN - La junte militaire birmane a autorisé vendredi Aung San Suu Kyi, chef de file de l'opposition, à rencontrer des diplomates occidentaux.

De source proche du ministère de l'Intérieur birman, on indique que la lauréate du prix Nobel de la paix a été conduite à une résidence d'Etat où elle s'est entretenue pendant une heure avec les numéros deux des missions diplomatiques américaine et australienne ainsi qu'avec l'ambassadeur de Grande-Bretagne, qui représentait l'Union européenne.

C'est la troisième fois en six jours que la dictature birmane permet à Aung San Suu Kyi de prendre part à des rencontres en dehors de la villa où elle vit assignée à résidence.

Samedi dernier, puis mercredi, elle a ainsi rencontré le ministre birman du Travail Aung Kyi, qui fait office depuis deux ans d'intermédiaire entre elle et la junte au pouvoir.

On ignore pour l'instant de quoi elle a discuté pendant les différents entretiens qu'elle a eus, et nul n'a tenu pour l'instant à répondre aux questions sur la teneur de la rencontre de vendredi.

"Nous avons l'intention d'écouter directement les points de vue d'Aung San Suu Kyi sur la situation en Birmanie", avait déclaré un diplomate américain avant la rencontre de vendredi.

La dirigeante de la Ligue nationale pour la démocratie (LND), qui a 64 ans, a passé 14 des 20 dernières années en résidence surveillée ou en prison, et elle a vu son assignation à résidence prolongée d'un an et demi en août, pour avoir laissé un Américain, arrivé à la nage en traversant le lac qui jouxte sa maison, séjourner chez elle pendant deux jours.

Certains analystes, ainsi que des responsables de la LND qui ont été en contact avec elle, pensent que la réunion de vendredi avait partie liée à la récente proposition d'Aung San Suu Kyi de travailler avec le régime militaire en faveur d'une levée des sanctions, lesquelles, selon leurs détracteurs, n'ont pas atteint leurs objectifs.

Suu Kyi, qui est la fille du général Aung San, héros de l'indépendance de la Birmanie, a apporté son soutien au récent changement d'attitude des Etats-Unis, qui ont choisi, depuis que Barack Obama est président, de reprendre langue avec la Birmanie tout en maintenant en vigueur les embargos.

Des sanctions ont été imposées à la Birmanie par Washington en 1988, après l'écrasement de manifestations en faveur de la démocratisation. On estime à 3.000 le nombre de personnes tuées dans cette répression.

Le cauchemar quotidien des Birmans

Cyberpresse – 7 Octobre 2009

Judith Lachapelle

Bien sûr, il y a Aung San Suu Kyi, la leader de l'opposition birmane, récemment condamnée à 18 mois supplémentaires d'assignation à résidence, mais il y a aussi les Birmans ordinaires, notamment ceux des minorités ethniques, pauvres, sous-instruits, qui voient tous les jours leurs droits bafoués ou leurs terres confisquées. Pour eux, il y a plus pressant que la tenue d'élections.

«Avant toute chose, le gouvernement doit retirer ses troupes des territoires des minorités ethniques. Ainsi, les gens pourront reprendre leurs droits.»

Saw Kweh Say, Birman d'origine karen, réfugié en Thaïlande depuis 25 ans, dirige aujourd'hui l'organisme Burma Issues. Il constate que Aung San Suu Kyi et la libération de prisonniers politiques monopolisent la plupart des nouvelles qui émergent de cet État d'Asie du Sud-Est. La population, elle, ne rêve pas que d'élections libres et du départ de la junte militaire.

«Quand le gouvernement parle de développement, il construit des routes, des ponts, mais pour les gens, il ne s'agit pas de développement dont ils profitent. Ce qu'ils veulent, c'est pouvoir vivre librement, dans leur communautés, sur leurs terres. C'est plus important pour eux que des élections.»

Les militants des droits de la personne de Burma Issues se rendent dans les zones rurales pour informer les paysans birmans de leurs droits et les inviter à leur communiquer des informations sur les violations des droits de la personne.

«Quand on visite les villages en Birmanie, il n'y a pas de jeunes. Ils sont tous partis en Thaïlande pour gagner leur vie», dit Saw Kweh Say.

Le militant, de passage à Montréal à l'invitation de l'organisme CUSO-VSO pour donner une conférence ce soir au Palais des congrès, voit d'un bon oeil la nouvelle approche américaine qui veut renouer le dialogue avec la junte militaire au pouvoir.

Sanctions inefficaces

Les sanctions à l'égard de la Birmanie ne sont pas levées, mais Washington a annoncé qu'il entreprendra des discussions avec les dirigeants birmans. La seule imposition de sanctions n'a pas suffi à obtenir des réformes démocratiques en Birmanie, a reconnu Washington.

L'été dernier, en vue des élections de 2010, l'armée a repris l'offensive contre les territoires ethniques des Karens et des Kokangs pour préserver «la stabilité de l'État». Washington a demandé, en août, au gouvernement birman de cesser les combats et d'entamer un «véritable dialogue» avec ses minorités ethniques.

«Si on veut vraiment changer le système, il faut une discussion entre le régime militaire, les partis politiques et les minorités ethniques», croit Saw Kweh Say.

Qu'arrive-t-il à Aung San Suu Kyi?

Condamnée le 11 août dernier à 18 mois supplémentaires d'assignation à résidence, la chef de file de l'opposition birmane, Aung San Suu Kyi, a échoué la semaine dernière dans sa tentative d'en appeler de cette sanction, malgré les protestations véhémentes de la communauté internationale. Samedi dernier, elle a rencontré pendant une heure un officier de liaison de la junte au pouvoir. La Dame de Rangoon, Prix Nobel de la paix, a proposé à la junte de travailler à la levée des sanctions internationales imposées au pays.

Birmanie: 2e rencontre entre Aung San Suu Kyi et un ministre de la junte

AFP – 6 Octobre 2009

RANGOUN — L'opposante Aung San Suu Kyi a rencontré mercredi, pour la deuxième fois en cinq jours, le ministre de la junte chargé des relations avec elle, a indiqué un responsable birman sous couvert de l'anonymat.

La discussion entre Mme Suu Kyi et Aung Kyi, ministre du Travail et officier de liaison entre les militaires de Naypyidaw et la "Dame" de Rangoun, a duré environ 30 minutes à la maison des invités du gouvernement, a précisé à l'AFP le responsable.

Tous deux s'étaient déjà rencontrés samedi, pour la première depuis janvier 2008, et au lendemain du rejet par une cour de Rangoun de l'appel déposé par la lauréate du Prix Nobel de la paix, qui contestait sa condamnation en août à 18 mois supplémentaires d'assignation à résidence.

Ces deux rencontres interviennent alors que Washington a repris la semaine dernière des discussions avec la junte, pour la première fois depuis plus de dix ans

Glissements de terrain et pluies diluviennes en Birmanie: au moins trois morts et un blessé grave

Nouvel Obs – AP – 5 Octobre 2009

Des glissements de terrain, causés par des pluies diluviennes dans le sud de la Birmanie, ont tué au moins trois jeunes moines bouddhistes et endommagé de nombreux monastères et habitations, a rapporté lundi le journal officiel "Myanma Ahlin". Un garçon est également grièvement blessé.

La ville de Kawthaung, à la frontière thaïlandaise, a en fait été touchée samedi mais il est habituel que les autorités rapportent les événements plusieurs jours après. Les autorités birmanes affirment avoir mis en place des secours et de l'aide humanitaire.

Birmanie: après le rejet de son appel, l'opposante Suu Kyi rencontre un ministre

AFP – 3 Octobre 2009

De Hla Hla Tay

RANGOUN — L'opposante birmane Aung San Suu Kyi, dont l'assignation à résidence pour 18 mois supplémentaires avait été confirmée vendredi, s'est longuement entretenue samedi avec un ministre et officier de liaison de la junte, pour la première fois depuis janvier 2008.

La figure de proue de l'opposition a rencontré Aung Kyi, ministre du Travail, à la maison des invités du gouvernement, a indiqué à l'AFP un responsable birman sous couvert de l'anonymat.

Nyan Win, l'un des avocats de l'opposante et le porte-parole de son parti, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), a pour sa part précisé que la rencontre avait duré 45 minutes, en début d'après-midi.

Vendredi, une cour de Rangoun avait rejeté l'appel de Mme Suu Kyi qui contestait sa culpabilité dans une affaire rocambolesque, au cours de laquelle elle avait brièvement hébergé un Américain parvenu jusqu'à son domicile à la nage.

Cette entrave aux règles de sécurité lui a valu en août dernier 18 mois d'assignation à résidence, une condamnation qui avait soulevé une vague de protestations à l'étranger.

"Le rejet de l'appel est assez négatif, donc (les militaires) compensent avec quelque chose de positif", a estimé samedi une diplomate étrangère en poste à Bangkok.

Mais cette rencontre entre la junte et son ennemie intime intervient aussi après que Washington a repris cette semaine des discussions avec les militaires de Naypyidaw, pour la première fois depuis plus de dix ans, dans l'espoir de promouvoir des réformes dans un pays virtuellement insensible aux seules sanctions économiques.

L'opposante appuie la nouvelle politique du gouvernement de Barack Obama, et a fait savoir par ses avocats qu'elle considérait que ce dialogue ne devait être soumis à aucune condition préalable.

La semaine dernière, l'opposante avait même fait transmettre au chef de la junte, le généralissime Than Shwe, une lettre contenant des suggestions pour obtenir une levée des sanctions occidentales. C'est la première fois qu'elle écrivait ainsi à un homme qui, semble-t-il, la déteste et répugne, selon certains experts, ne serait-ce qu'à prononcer son nom en public.

Samedi, Nyan Win a laissé entendre que ce courrier pourrait avoir été évoqué pendant l'entretien. "Je ne sais pas exactement de quoi ils ont parlé mais cela devrait être lié à sa lettre", a-t-il estimé.

Une hypothèse validée par Derek Tonkin, ancien diplomate britannique aujourd'hui président de l'organisation "Network Myanmar" : "auparavant, Than Shwe et Aung San Suu Kyi n'avaient rien à se dire parce qu'ils n'étaient d'accord sur rien. Il est possible qu'ils aient trouvé des choses à évoquer ensemble" avec ce courrier, a-t-il expliqué.

"Than Shwe a peut-être un message à lui faire passer".

Récemment, la LND a formulé d'autres demandes à la junte, dont une autorisation de réunir ses cadres, y compris tout ceux qui sont aujourd'hui privés de liberté, pour débattre des élections promises pour 2010.

Mme Suu Kyi, qui avait gagné les élections de 1990 sans jamais être autorisée à exercer le pouvoir, est pour l'heure exclue du scrutin par son assignation à résidence, et beaucoup d'observateurs le considèrent comme dépourvu de toute valeur démocratique.

L'opposante a aussi réclamé de pouvoir rencontrer les diplomates en poste à Rangoun. "J'aurai pensé qu'elle ne serait pas autorisée" à le faire, a relevé Derek Tonkin. "Mais il faut certainement observer la situation avec beaucoup d'attention".

[Le Conseil des droits de l'homme demande la libération immédiate et sans conditions de Daw Aung San Suu Kyi](#)

TV5 Monde – Communiqué de presse émis par le Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme – 2 Octobre 2009

Le Conseil des droits de l'homme a adopté, ce matin, six résolutions et une décision au titre des points de son ordre du jour relatifs à la promotion et à la protection de tous les droits de l'homme; du suivi et de l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne; et aux situations relatives aux droits de l'homme qui requièrent l'attention du Conseil.

À cet égard, le Conseil a adopté sans vote une résolution dans laquelle il se déclare vivement préoccupé

par la récente condamnation de Daw Aung San Suu Kyi et demande sa libération immédiate et sans conditions. Dans ce texte, le Conseil demande au Gouvernement du Myanmar de libérer immédiatement et sans conditions tous les prisonniers politiques pour leur permettre de participer pleinement aux élections de 2010. Avant l'adoption de ce texte, le Myanmar est intervenu pour affirmer que cette résolution constitue une ingérence directe dans les affaires intérieures d'un pays souverain de la part de ceux qui ont un ordre du jour politique caché visant à provoquer des changements à leur guise au Myanmar. Le pays est sur la voie d'une transition douce vers la démocratie, a assuré la délégation.

[La justice birmane rejette la demande de libération d'Aung San Suu Kyi](#)

AP – 2 October 2009

Un tribunal birman a rejeté vendredi la demande de libération de l'opposante Aung San Suu Kyi, qui avait fait appel contre sa condamnation à une nouvelle période de résidence surveillée, selon des sources gouvernementales.

Le prix Nobel de la Paix avait fait appel de sa condamnation en août pour avoir violé sa dernière période de résidence surveillée, la jugeant injustifiée. Cette sanction avait été dénoncée par l'ensemble de la communauté internationale, car elle va de facto l'empêcher de se présenter aux prochaines élections prévues l'année prochaine.

L'avocat de l'opposante birmane, Nyan Win, avait annoncé avant la décision de vendredi qu'elle porterait le cas devant la Cour suprême si l'appel était bien rejeté par le tribunal de Rangoon.

Déjà placée en résidence surveillée 14 ans sur les 20 dernières années, Aung Suu Kyi avait été condamnée à une nouvelle période de résidence surveillée de 18 mois pour avoir hébergé un Américain, contre sa volonté, à son domicile, pendant deux jours en mai.

Il avait affirmé vouloir prévenir Aung Suu Kyi qu'il avait eu une "vision" de son assassinat. Il a été condamné à sept ans de prison mais libéré pour raisons humanitaires, et expulsé moins d'une semaine après.

[Ban Ki Moon appelle la Birmanie à organiser des élections crédibles](#)

Centre d'actualités de l'ONU – 28 Septembre 2009

Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé lundi les autorités du Myanmar à organiser des élections crédibles dans l'année qui vient, lors d'une rencontre avec le Premier ministre de ce pays à New York, en marge de l'Assemblée générale.

« Le Secrétaire général a réitéré son souhait clair que le Myanmar réponde en temps opportun aux propositions qu'il a laissées aux dirigeants du Myanmar lors de sa visite » dans ce pays en juillet, a dit sa porte-parole dans une déclaration.

M. Ban a notamment clairement fait savoir que « le gouvernement avait l'obligation de créer les conditions nécessaires pour des élections crédibles et inclusives, dont la libération de Daw Aung San Suu Kyi et de tous les prisonniers politiques, ainsi qu'un dialogue avec toutes les parties prenantes ».

Le Secrétaire général a réitéré « son intention de travailler à travers sa mission de bons offices avec le gouvernement et le peuple du Myanmar pour répondre aux défis politiques, humanitaires et de développement auxquels est confronté le Myanmar, un rôle qui a été encore fortement soutenu la semaine dernière à la réunion de haut niveau du Groupe d'amis sur le Myanmar », ajoute la déclaration.

Dans un discours à l'Assemblée générale de l'ONU, le Premier ministre du Myanmar, Thein Sein, a assuré que le gouvernement prenait « des mesures systématiques pour organiser des élections libres et justes » qui auront lieu « au cours de l'année qui vient ». « Les lois électorales seront promulguées et une

commission électorale sera formée afin que des partis politiques puissent être formés et participer aux élections », a dit Thein Sein.

« La transition vers la démocratie se poursuit. Notre attention ne porte pas sur l'intérêt étroit d'individus, d'organisations ou de partis, mais sur l'intérêt plus large de l'ensemble du peuple de la nation », a-t-il ajouté. Il a rappelé que 7.114 prisonniers avaient été libérés le 17 septembre 2009 pour bonne conduite.

« Les élections générales multipartites sont une étape significative dans notre transition vers un Etat démocratique pacifique, moderne et développé. La démocratie ne peut pas être imposée de l'extérieur », a encore dit le Premier ministre.

Thein Sein a réclamé l'arrêt des sanctions de la communauté internationale contre son pays. « Les sanctions sont utilisées comme un moyen politique contre le Myanmar et nous les considérons comme injustes », a-t-il dit.

Il a souligné que son pays pratiquait l'économie de marché fondée sur l'agriculture. « Nous sommes autosuffisants en nourriture et sommes en mesure de contribuer à la sécurité alimentaire de la région. Nous avons fait des progrès considérables », a-t-il ajouté. « Sans les sanctions économiques contre nous, les progrès seraient encore plus grands ».

Il a également appelé les bailleurs de fonds internationaux à octroyer de l'argent au plan de reconstruction post-Nargis. Seulement la moitié des 691 millions de dollars jugés nécessaires ont été financés par la communauté internationale. « Si davantage de fonds sont disponibles et si les bailleurs de fonds remplissent leurs engagements, le processus de réhabilitation sera plus rapide et plus efficace », a-t-il ajouté.
